

Brésil/En cas de destitution de la présidente Dilma Rousseff La "stabilité politique" du pays en péril

AFP
Brasilia/Brésil

Affirmation de la dirigeante brésilienne qui a une nouvelle fois dénoncé "un coup d'Etat".

LA présidente brésilienne Dilma Rousseff a affirmé hier à Brasilia que sa destitution porterait préjudice à la "stabilité politique du Brésil", lors d'une conférence de presse réservée aux correspondants étrangers. "Elle n'apportera pas de stabilité politique au Brésil parce que c'est une rupture avec la base de la démocratie", le respect du suffrage universel, a déclaré l'impopulaire dirigeante de gauche. La procédure de destitu-

tion la visant a été approuvée dimanche par les députés, à une écrasante majorité de plus des deux tiers.

Elle est à présent entre les mains du Sénat, qui pourrait écarter Mme Rousseff du pouvoir dès la première quinzaine de mai pendant un maximum de six mois par un vote à la majorité simple, en attendant un jugement final.

"Ce à quoi nous assistons n'est pas un processus d'impeachment, mais une tentative d'élection indirecte provenant d'un groupe qui n'aurait pas les conditions de se faire élire" lors d'une élection présidentielle à la régulière, a affirmé Mme Rousseff.

Elle se référait au vice-président Michel Temer, son ancien allié centriste devenu rival, crédité d'a-



Photo : AFP

Pour la présidente Dilma Rousseff, son éventuelle destitution "n'apporterait pas de stabilité politique au Brésil, parce que c'est une rupture avec la base de la démocratie."

peine 1 à 2% d'intentions de vote en cas d'élection présidentielle au suffrage universel.

Cette procédure de destitution "est un coup d'Etat", a répété Mme Rousseff. "Il est entaché d'un péché ori-

ginel parce qu'il ne repose sur aucune des bases légales" prévues par la Constitution pour motiver la destitution d'un président, a-t-elle expliqué.

L'opposition accuse Mme Rousseff d'avoir maquillé

les comptes publics en 2014 pour dissimuler aux Brésiliens l'ampleur des déficits publics et se faire réélire, ainsi qu'en 2015.

Concrètement, le gouvernement avait fait supporter provisoirement par des banques publiques des dépenses lui incombant dans le respect de la loi de finances votée au parlement, tardant à rembourser. Mme Rousseff s'est défendue en disant que tous ces prédécesseurs avaient eu recours à ce genre de "pédalages" budgétaires sans être inquiétés.

Elle a aussi dénoncé "une part de sexisme" dans la campagne politique menée pour l'évincer. "On me réserve parfois un traitement qu'on n'aurait certainement pas réservé à un homme président", a-t-elle affirmé.

L'Afrique en bref

• **Bénin/Politique. Talon-Boni Yayi : la réconciliation**

Le président élu du Bénin Patrice Talon et son prédécesseur Thomas Boni Yayi se sont réconciliés, lundi à Abidjan, à l'initiative de leur homologue togolais Faure Gnassingbé et de leur hôte, le chef de l'Etat ivoirien Alassane Ouattara. Les deux hommes étaient brouillés depuis octobre 2012.

• **Burundi/Violences. Deux morts à Bujumbura**

Deux personnes ont été tuées et quatre blessées dans la nuit de lundi à hier à Bujumbura au cours de deux incidents distincts, dans un contexte de recrudescence des violences à travers le pays.

• **Congo/Troubles. Paris veut savoir**

La France a demandé hier que des institutions internationales fassent "la lumière" sur la situation au Congo, où l'armée est accusée par l'opposition de s'en prendre à des civils dans la région du Pool (sud).

A travers le monde

• **Afghanistan/Violences. 30 morts dans un attentat à Kaboul**

Au moins 30 personnes, des civils pour la plupart, ont péri et des centaines de personnes ont été blessées hier dans le pire attentat perpétré par les talibans cette année à Kaboul, une semaine après le début de l'"offensive de printemps" des insurgés.

• **Syrie/Conflit. Un raid sur des marchés fait 44 morts**

Au moins 44 civils ont été tués hier dans des frappes aériennes sur deux marchés dans le nord-ouest de la Syrie, un massacre intervenant dans un contexte de blocage des négociations de paix à Genève où des représentants de l'opposition commençaient à partir.

• **Turquie/Jihadistes. L'armée tue 32 "membres de l'EI"**



Photo : AFP

L'armée turque a tué 32 membres présumés du groupe Etat islamique (EI) après une attaque contre l'un de ses chars près d'une base turque dans le nord de l'Irak, a rapporté hier l'agence de presse pro-gouvernementale Anatolie.

• **Ukraine-Russie/Crise. Savtchenko : peut-être un accord**

Le président ukrainien Petro Porochenko a évoqué hier un accord avec son homologue russe Vladimir Poutine sur la "procédure" permettant une éventuelle libération de la pilote ukrainienne Nadia Savtchenko, emprisonnée en Russie.

France/Face au risque d'attentats de masse Paris renforce ses unités d'élite

AFP
Paris/France

De nouvelles antennes du GIGN et du Raid vont être créées en province. Objectif : réagir très rapidement en cas d'actes terroristes.

LES unités d'élite des forces de l'ordre en France vont être renforcées et leur coordination améliorée pour faire face à des attentats de masse comme ceux qui ont frappé la France en novembre 2015, a annoncé hier le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve. "L'heure n'est pas à la concurrence des forces, mais à l'unité", a expliqué le ministre, alors que les traditionnelles rivalités entre forces de police et de gendarmerie ont pu par le

passé compliquer interventions à chaud et enquêtes.

"Face à des ennemis déterminés à nous frapper en provoquant le plus de dommages possibles, sans volonté de négocier et dont la propre mort fait partie de la philosophie et de la stratégie, nous avons besoin de forces performantes (...) qui travaillent les unes avec les autres et qui poursuivent les mêmes objectifs", a souligné Bernard Cazeneuve. De nouvelles antennes du Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN) et du Raid (recherche intervention assistance dissuasion, unité de police) vont être créées en province et les effectifs de la police antigang parisienne, qui compte actuellement une centaine de fonctionnaires, vont être doublés, a-t-il détaillé.



Photo : AFP

Le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve : "L'heure n'est pas à la concurrence des forces, mais à l'unité."

En cas de crise grave ou d'attaque d'envergure, les traditionnelles zones de compétences des gendarmes, compétents en zones rurales, et des policiers, concentrés sur les zones urbaines, seront par ailleurs suspendues. "En cas de tuerie de masse,

c'est durant les premières minutes que les terroristes font le plus grand nombre de victimes", a souligné le ministre de l'Intérieur. "Nous devons donc réagir le plus rapidement possible, comme nous devons constamment anticiper l'éventualité d'une telle at-

taque", a-t-il dit, évoquant la "guerre du temps qu'implique désormais toute riposte antiterroriste".

Cette réforme devait trouver une première concrétisation hier soir avec un exercice commun face à une simulation d'attaque terroriste à la gare Montparnasse à Paris, sous l'œil des caméras et des photographes.

Les attentats jihadistes du 13 novembre à Paris contre la salle de spectacle du Bataclan, le stade de France et plusieurs terrasses de cafés, ont fait 130 morts et des centaines de blessés. L'intervention des forces de l'ordre ce jour-là, ainsi que la traque des auteurs de l'attaque contre Charlie Hebdo en janvier 2015, ont mis en lumière la persistance d'une "guerre des polices".

Mali/Enlèvement

Trois collaborateurs du CICR retenus dans le nord

AFP
Bamako/Mali

On ne sait rien de l'identité de ces personnes, ni de leurs nationalités. Leurs ravisseurs ne sont pas connus non plus.

TROIS collaborateurs du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) sont depuis le week-end dernier retenus par un groupe non précisé dans la région de Kidal, dans le nord-est du Mali, où ils étaient en mission, a appris l'AFP hier auprès de cette organisation humanitaire.

Les membres de l'équipe dépêchée depuis le 13 avril à Abébara, au nord de Kidal, étaient sur le chemin du retour vers cette ville "lorsqu'ils ont été interceptés par quelqu'un qui était à moto et qui leur a demandé de le suivre" le 16 avril, a précisé Valéry Mbaoh Nana, porte-parole du CICR à Bamako. Dans un communiqué lundi, le CICR avait indiqué avoir "perdu contact depuis samedi (16 avril) avec trois de ses collaborateurs qui étaient en mission à Abébara", affirmant ignorer "à ce stade les raisons de cet incident", sans toutefois clairement parler d'enlèvement et sans préciser leurs

identités et nationalités. Au sein de l'équipe, "ils étaient quatre, il y en a un qui a été libéré" et a raconté au CICR qu'ils avaient campé dans la nuit du 15 au 16 avril dans une zone où ont eu lieu "des opérations des forces françaises de (l'opération) Barkhane" qui traquent les jihadistes dans le Sahel, a expliqué M. Mbaoh Nana. "Et lors de ces opérations, il semblerait que le guide qui accompagnait l'équipe du CICR aurait été arrêté", a-t-il ajouté. Selon les informations du CICR, ses collaborateurs "sont détenus dans des conditions acceptables. Ils ne sont pas torturés, ils

n'ont pas subi de sévices corporels", a-t-il dit, sans toutefois préciser quel groupe ou communauté les retenait. Le déroulement des faits a été confirmé à l'AFP par la famille du travailleur humanitaire libéré, indiquant que le guide avait été arrêté par la force Barkhane le 15 avril. Ce membre de la mission a été relâché lundi, "il se porte bien", a-t-on dit. D'après une source humanitaire distincte, "les ravisseurs ont demandé la libération du guide arrêté par Barkhane avant de libérer" les otages. Plusieurs groupes armés - ex-rebelles, mouvements

pro-gouvernementaux, et jihadistes - sont actifs dans le nord du Mali, vaste zone qui était tombée en mars-avril 2012 sous la coupe d'organisations liées à Al-Qaïda. Les jihadistes ont été en grande partie chassés de ces zones par une intervention internationale - toujours en cours - déclenchée en janvier 2013 par la France avec son opération Serval, remplacée en août 2014 par Barkhane. Mais des zones entières échappent encore au contrôle des forces maliennes et étrangères.